

**Présenté par
Valérie PÉCRESSE**
Présidente du conseil régional
d'Île-de-France

QUATRIÈME RAPPORT D'AFFECTATION PTNUM 2025

Sommaire

EXPOSÉ DES MOTIFS	3
PROJET DE DÉLIBÉRATION	7
ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION	11
Convention de partenariat CNES	12

EXPOSÉ DES MOTIFS

En application du règlement budgétaire et financier, il revient à la Commission Permanente d'affecter, de façon provisionnelle, les autorisations d'engagement et de programme ayant trait aux dépenses qui assurent le fonctionnement des assemblées, du cabinet et des services administratifs et notamment les dépenses liées aux Systèmes d'Information, à la Smart région, la Donnée, et au développement numérique des lycées.

Ces affectations provisionnelles permettront d'exécuter les dépenses d'investissement et de fonctionnement relevant des marchés et contrats qui sont actuellement en cours d'exécution ou de renouvellement et à venir. Elles sont proposées à hauteur de 100 % de la dotation du budget 2025 pour l'investissement et à hauteur de 100 % pour le fonctionnement pour les services du PTNUM. Pour la transformation numérique des lycées, il est proposé au titre du présent rapport d'affecter un montant total de **710 000 €** en autorisation de programme et **1 580 000 €** en autorisation d'engagement.

Pour les crédits de la Direction des systèmes d'information, de la Direction de la Donnée et de la Direction du Numérique, de l'Innovation et de la Smart Région, il est proposé d'affecter un montant total en autorisation de programme de **1 450 000 €** et un montant total en autorisation d'engagement **1 573 599,80 €** comprenant également le renouvellement de cotisations aux associations et organismes du pôle pour l'année 2025.

1. CHAPITRE 900 « SERVICES GÉNÉRAUX »

Code fonctionnel 020 « Administration Générale » Programme 102002 « Moyens informatiques des services »

Il est proposé d'affecter la somme de **1 450 000 €**, répartis comme suit :

1.1. Action 10200202 « Développement de logiciels et progiciels » : 1 450 000 €

+ Le montant de cette affectation provisionnelle de 1 050 000 € permettra :

- de poursuivre la modernisation des applicatifs de la Région ;
- d'améliorer l'expérience usagers, internes comme externes, grâce à la création d'un écosystème web améliorant les environnements numériques ;
- de poursuivre la refonte de nos principales applications support (SI finances, SI RH, SI Achats) ;
- de moderniser les infrastructures numériques du socle technique ;
- de privilégier l'intégration de la cybersécurité au cœur des projets numériques dès la phase de conception ;
- de poursuivre des actions de sécurisation de la Région ;
- d'améliorer la gouvernance et la gestion de la donnée (conformité RGPD, ouverture en open data) ;
- de développer les systèmes de gestion de la Donnée pour favoriser sa valorisation et appuyer le pilotage et l'évaluation des politiques publiques.

+ Il est proposé aussi d'affecter 400 000 € pour le projet partenarial d'innovation Île-de-France Haute résolution.

Conformément à l'engagement pris par la Région avec l'adoption de la convention de groupement de commande "Île-de-France Haute résolution" lors de la commission permanente du 17 novembre 2023, rapport CP 2023-423.

Ce projet mené en partenariat avec les Départements et intercommunalités franciliennes vise à développer de manière mutualisée nos outils d'analyse territoriale par l'acquisition d'imagerie aérienne et satellite très haute résolution, le développement de savoir-faire d'intelligence artificielle souverains pour analyser et valoriser ces données, et le développement d'une infrastructure mutualisée de traitement de la donnée pour réduire les coûts supportés par les collectivités franciliennes.

2. CHAPITRE 930 « ADMINISTRATION GENERALE »

Code fonctionnel 020 « Administration Générale de la collectivité »

Programme 102005 « Moyens informatiques, audio et documentation de l'entité »

Il est proposé d'affecter des autorisations d'engagements provisionnelles et spécifiques pour un montant total de **1 573 599,80 €** ventilé sur les actions suivantes.

2.1. Action 10200501 « Documentation » : 20 000 €

Le montant de cette affectation provisionnelle permettra, d'engager principalement les dépenses de documentation utilisées pour les services de la Région.

Le montant de cette affectation correspond au règlement des dépenses contractualisées d'abonnement et de mise à jour documentaires, ainsi que celles de la presse en portage et de documentation générale et spécialisée.

2.2. Action 10200502 « Informatique » : 1 553 599,80 €

+ Au titre des affectations spécifiques, le montant de cette affectation permettra le versement de la cotisation 2025 à l'**OpenDataFrance** représentant un montant total de **4 000 €**.

+ Le montant de la désaffectation est de 1 000 €, initialement affectée à l'association de portage informatique **EPSILON** pour sa cotisation 2025 (D2500036) à la CP 2025-003 du 30 janvier 2025.

+ Au titre des affectations provisionnelles, il est prévu d'engager principalement les dépenses d'infogérance des systèmes d'information, de maintenance des matériels et logiciels utilisés par la Région ainsi que les dépenses de consommables informatiques pour un montant de **1 550 599,80 €**.

3. AFFECTATIONS, CHAPITRE 902 ET CHAPITRE 932 « ENSEIGNEMENT, FORMATION PROFESSIONNELLE ET APPRENTISSAGE »

Ces dépenses sont relatives aux achats par les marchés publics régionaux pour les ENT, les TICE et la construction des services infrastructures réseaux et serveurs des lycées. Il est proposé d'affecter **710 000 €** en autorisation de programme et **1 580 000 €** en autorisation d'engagement.

3.1. POLITIQUE D'EQUIPEMENTS NUMERIQUES

Action 12200401 « Numérique des lycées - lycées publics »

Equipements numériques

Le parc informatique fixe des filières des lycées nécessite d'être mis à jour, tout particulièrement, depuis le retour aux enseignements en présentiel.

Il s'agit de **200 000 €** pour équiper les lycées publics en équipements numériques.

Répartis comme suit : **200 000 €** pour les lycées publics, action 12200401 « Numérique des lycées - lycées publics ».

Construction des services infrastructures réseaux et serveurs

Le parc des équipements réseaux a été entièrement rénové. Afin de compléter les installations et réaliser les opérations finales, il est proposé d'affecter un montant d'autorisation de programme de **510 000 €**. Répartis comme suit **510 000 €** pour les lycées publics, action 12200401 « Numérique des lycées - lycées publics ».

Compte tenu de l'insuffisance des crédits du chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-004 « Ressources numériques des lycées publics », action 12200401 « Numérique des lycées -

lycées publics » du présent rapport, il a été procédé à deux transferts de crédits d'autorisation de programme sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » du budget 2025, l'un d'un montant de 200 000 € disponible sur le code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP24-004 « Ressources numériques des cités scolaires », action 12400401 « Numérique - cités scolaires » et l'autre d'un montant de 510 000 € disponible sur le code fonctionnel 22 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » du programme HP222-001 « Opérations travaux dans les lycées publics », action 12200101 « Etudes générales lycées publics ».

3.2. DEPENSES DE MAINTENANCE

Action 12800801 « Numérique des lycées » : 700 000 €

Elles concernent la maintenance suivante :

+ Prestations maintenance et exploitation du centre de service numérique régional

Afin de réaliser les prestations d'hébergement et d'exploitation au sein du Centre de Service Numérique Régional, il est proposé d'affecter le montant d'autorisation d'engagement de **400 000 €**.

+ Projet spécifique : 300 000 €

Il est nécessaire de couvrir les dépenses relatives à la maintenance et exploitation du centre de service numérique Régional et dépenses relatives aux prestations d'hébergement et exploitation de terrain en lycée.

Compte tenu de l'insuffisance des crédits du chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » code fonctionnel 288 « Autres services annexes de l'enseignement », programme HP288-008 « Numérique des lycées », action 12800801 « Numérique des lycées » du présent rapport, il a été procédé au transfert de crédits d'autorisation d'engagement d'un montant de 300 000 € disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage » code fonctionnel 27 « Formations sanitaires », programme HP27-001 « Ressources numériques des cités scolaires », action 12700105 « Fonctionnement des écoles et instituts de formations sanitaires », du budget 2025.

3.3. ACCÈS INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT ET TELEPHONIE

Action 12200507 « Accès Internet THD lycées publics » et action 12400512 « Accès internet CMR »

Il est proposé d'affecter au titre de la redevance d'exploitation et de la bande passante du THD, une autorisation d'engagement, pour la redevance d'exploitation et de bande passante de 200Mb/s à 1Gb/s de tous les lycées connectés au réseau THD2D, qui s'élève à **880 000 €** pour l'année 2025.

Pour l'ensemble des départements de Paris, Seine-et-Marne, Yvelines, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val d'Oise et répartis comme suit : **800 000 €** pour les lycées publics et **80 000 €** pour les CMR.

4. Convention de partenariat avec le CNES :

Dans la ligne de son partenariat cadre avec le Cnes et du projet Île-de-France Haute résolution qu'elle coordonne, la Région Île-de-France saisit l'opportunité offerte par le plan France 2030 pour nouer un nouveau partenariat projet avec le CNES et développer l'écosystème spatial français.

Dans cette perspective, le présent rapport propose l'adoption d'une convention de projet avec le Cnes.

En adoptant cette convention, la Région accède à des démonstrations de services de données spatiales innovants (observation de la Terre, analyse géospatiale, intelligence artificielle appliquée aux données satellites) développés par des start-ups françaises sélectionnées après mise en concurrence.

Grâce à ce partenariat, la Région va pouvoir bénéficier de données satellitaires et de services

spatiaux avancés pour ses politiques publiques, développer son expertise dans le domaine spatial émergent, et contribuer à l'innovation technologique francilienne tout en renforçant son positionnement dans l'écosystème France 2030.

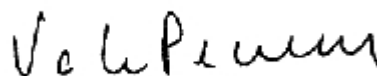
La Région s'engage à participer activement au pilotage du projet, à fournir des bilans trimestriels sur l'utilisation des services, et à contribuer à la définition des besoins opérationnels dans une démarche collaborative avec les autres partenaires institutionnels.

Il n'y a pas d'incidence financière pour la Région dans le cadre de la conclusion de Convention de partenariat avec le CNES.

Le pôle transformation numérique présente la convention à la commission permanente.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

PROJET DE DÉLIBÉRATION DU 25 SEPTEMBRE 2025

QUATRIÈME RAPPORT D'AFFECTATION PTNUM 2025

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la commande publique ;

VU la délibération n° CR 84-16 du 17 juin 2016 approuvant vers des lycées 100% numériques ;

VU la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 modifiée portant délégations de pouvoir du conseil régional à sa Présidente ;

VU la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 modifiée relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

VU la délibération n° CR 2022-078 du 12 décembre 2022 portant révision du règlement budgétaire et financier et règlement relatif aux méthodes comptables et durée d'amortissement ;

VU la délibération n° CP 2023-423 du 17 novembre 2023 relative au sixième rapport d'affectation PTNUM, admission non-valeur, projet innovation Région Ile-de-France Haute Résolution ;

VU la délibération n° CP 2025-003 du 30 janvier 2025 relative au premier rapport d'affectation PTNUM 2025 ;

VU la délibération n° CP 2025-076 du 27 mars 2025 relative au deuxième rapport d'affectation PTNUM 2025 ;

VU la délibération n° CP 2025-152 du 19 juin 2025 relative au troisième rapport d'affectation PTNUM 2025 ;

VU le budget 2025 de la Région ;

VU l'avis de la commission de l'administration générale ;

VU l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

VU le rapport n°CP 2025-212 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation de programme **1 050 000 €** disponible sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la

collectivité » programme HP020-002 « Moyens informatiques des services », action 10200202 « Développement de logiciels et progiciels » du budget 2025 pour les dépenses d'investissement liées aux systèmes d'information (D2500003).

Article 2 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation de programme **400 000 €** disponible sur le chapitre 900 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité » programme HP020-002 « Moyens informatiques des services », action 10200202 « Développement de logiciels et progiciels » du budget 2025 pour les dépenses d'investissement liées aux systèmes d'information (D2500529).

Article 3 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation d'engagement **20 000 €** disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-005 « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200501 « Documentation » du budget 2025 liées aux dépenses de la documentation (D2500006).

Article 4 :

Décide le versement de la cotisation à l'OpenDataFrance, au titre de l'année 2025.

Affecte, à cet effet, une autorisation d'engagement de **4 000 €** sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-005 (102005) « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200502 « informatique » du budget 2025 (D2500470).

Article 5 :

Décide de désaffecter une autorisation d'engagement de **1 000 €** accordée à l'association EPSILON, lors du rapport CP 2025-003 du 30 janvier 2025, sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-005 (102005) « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200502 « informatique » du budget 2025 (D2500036).

Article 6 :

Décide d'affecter, à titre provisionnel, en autorisation d'engagement **1 550 599,80 €** disponible sur le chapitre 930 « Services généraux », code fonctionnel 020 « Administration générale de la collectivité », programme HP020-005 « Moyens informatiques, audio et documentaires de l'entité », action 10200502 « informatique » du budget 2025 liées aux Systèmes d'information (D2500007).

Article 7 :

Décide d'affecter, un montant d'autorisation de programme de **200 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222

« lycées publics », programme HP222-004 « Ressources numériques des lycées publics », action 12200401 « Numérique des lycées - lycées publics » du budget 2025 pour les marchés publics relatifs à l'équipement numérique des lycées (D2500011).

Article 8 :

Décide d'affecter, un montant d'autorisation d'engagement de **400 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle, apprentissage », code fonctionnel 288 « Autres services annexes de l'enseignement », programme HP288-008 « Numérique des lycées », action 12800801 « Numérique des lycées » du budget 2025, pour réaliser les prestations de maintenance et exploitation du centre de service numérique régional (D2500025).

Article 9 :

Décide d'affecter, un montant d'autorisation d'engagement de **300 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle, apprentissage », code fonctionnel 288 « Autres services annexes de l'enseignement », programme HP288-008 « Numérique des lycées », action 12800801 « Numérique des lycées » du budget 2025, pour réaliser le projet spécifique (D2500472).

Article 10 :

Décide d'affecter, un montant d'autorisation d'engagement de **800 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « Lycées publics », programme HP222-005 « Participation aux charges de fonctionnement des lycées publics », action 12200507 « Accès Internet THD lycées publics » du budget 2025, pour réaliser les prestations d'accès Internet THD et de téléphonie des lycées publics (D2500028).

Article 11 :

Décide d'affecter, un montant d'autorisation d'engagement de **80 000 €** disponible sur le chapitre 932 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 24 « Cités scolaires », programme HP24-005 « Participation aux charges de fonctionnement des cités scolaires », action 12400512 « Accès internet CMR » du budget 2025, pour réaliser les prestations d'accès Internet THD et de téléphonie des CMR (D2500029).

Article 12 :

Décide d'affecter, un montant d'autorisation de programme de **510 000 €** disponible sur le chapitre 902 « Enseignement, formation professionnelle et apprentissage », code fonctionnel 222 « lycées publics », programme HP222-004 « Ressources numériques des lycées publics », action 12200401 « Numérique des lycées - lycées publics » du budget 2025 au titre des marchés publics relatifs à la construction des services infrastructures réseaux et serveurs des lycées (D2500013).

Article 13 :

Décide d'approuver la convention de partenariat avec le CNES en annexe 1 à la délibération et autorise la présidente du conseil régional d'Île-de-France à la signer.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**

VALÉRIE PÉCRESSE

ANNEXE À LA DÉLIBÉRATION

Convention de partenariat CNES



CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

CONVENTION N°CNES XXXXXXXXX

**CONVENTION DE PARTENARIAT DANS LE CADRE DES
DEMONSTRATIONS DE SERVICES « INDICATEURS ÉCONOMIQUES »
DU PLAN FRANCE 2030**

ENTRE :

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES

Etablissement public, scientifique et technique à caractère industriel et commercial, 2 place Maurice Quentin - 75039 PARIS CEDEX 01 RCS PARIS B 775 665 912, représenté par Monsieur François JACQ, son Président, agissant au nom et pour le compte du Centre, désigné dans tout ce qui suit par :

« LE CNES »

d'une part,

ET :

Région Île-de-France, 2 rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par Madame Valérie Péresse, présidente

« L'Utilisateur »

d'autre part,

Ci-après désignés soit ensemble en tant que « **les Parties** », soit individuellement en tant que « **la Partie** ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT :


PREAMBULE

La présente convention s'inscrit dans le cadre du plan France 2030. Le 12 octobre 2021, le plan France 2030 a été présenté par le Président de la République. Il répond aux grands défis de notre temps, parmi lesquels le spatial occupe une place de plus en plus importante. Un des objectifs est de faire émerger les futurs champions de demain. Pour cela, le potentiel d'innovation de l'ensemble des acteurs de la filière est recherché et le CNES veut amplifier son recours aux solutions innovantes et son action en faveur du développement du « New Space ».

Dans ce cadre, le CNES a reçu mandat de commander des démonstrations de services au bénéfice de toutes les institutions relevant de l'Etat qui en nécessitent le besoin.

A ce titre et suite à une mise en concurrence, le CNES en partenariat avec Bpifrance, a désigné les titulaires suivants du marché ayant pour objet l'achat de démonstration de service :

 Lot 1 le groupement Kormap/GEOFIT/Capgemini/ITK

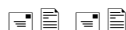
 Lot 2 le groupement QuantCube Technology/Kayrros

ci-après « le Titulaire ».

Il est convenu avec le Titulaire que ces achats *de démonstration de service* seront effectués pour le compte de tiers bénéficiaires dits « utilisateurs », chacun détenteur d'une convention propre avec le CNES. Les utilisateurs sont constitués de partenaires institutionnels français (personnes morales de droit public notamment).

Chaque convention porte les objectifs des démonstrations de fourniture de données menées pour le compte de l'utilisateur désigné et détaille l'ensemble des modalités d'utilisation des services du Titulaire, de l'expression du besoin jusqu'au suivi technique et aux retours d'expérience nécessaires à la prise en compte d'éventuelles évolutions et /ou améliorations des services par le Titulaire. *Le CNES pourrait apporter son soutien technique dans la possible mise en place d'un service opérationnel en continuité de la démonstration, le cas échéant.*

Il est précisé que le marché entre le CNES et le Titulaire est l'unique véhicule contractuel pour l'établissement des bons de commande de fourniture des services, le CNES agissant en donneur d'ordre unique et en coordonnateur des relations entre les tiers bénéficiaires utilisateurs et le Titulaire du marché.



ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de fixer les conditions dans lesquelles le CNES coordonne la fourniture de données menées pour le compte de l'Utilisateur et détaille ainsi l'ensemble des modalités d'utilisation des services proposés, de l'expression du besoin jusqu'au suivi technique et aux retours d'expérience nécessaires à la prise en compte d'éventuelles évolutions et d'améliorations des services par le fournisseur des données dans le cadre du projet de démonstration tel que décrit au préambule.

ARTICLE 2 – DUREE DE LA CONVENTION

La durée de la convention s'étend de la date de sa signature jusqu'au 01/12/2028 soit 3 mois après la fin du marché conclu entre le Titulaire et le CNES, afin de tenir la revue finale (cf 7.4).

L'arrivée du terme de la convention ou sa résiliation n'affecte pas les engagements des Parties au titre de ses articles 9, 10, 13 et 14.

ARTICLE 3 – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

Cette convention couvre les relations entre le CNES et l'Utilisateur dans le cadre de la fourniture de donnée acquises par le Titulaire en réponse aux besoins de l'Utilisateur.

Cette convention permet aussi de fournir un cadre à l'Utilisateur dans la réflexion et mise en place, si nécessaire, d'un service opérationnel qui prendra la suite de la démonstration.

ARTICLE 4 – CONTENU ET FORMALISATION DE L'EXPRESSION DU BESOIN UTILISATEUR

Afin que le CNES puisse répondre aux besoins de l'Utilisateur, l'expression du besoin doit comporter a minima :

- La description du besoin opérationnel ;
- La période sur laquelle est prévue l'utilisation des données pour ce besoin opérationnel.

En liaison avec le CNES et le Titulaire qui pourront aider à traduire le besoin opérationnel en caractéristiques techniques :

- La date de début de prestations ;
- La désignation de la fourniture de données :
 - Nature du besoin
 - Type de services (le cas échéant, si besoin en analyse ;
 - Durée du besoin ;
 - Niveau de service attendu ;
 - Le délai de mise à disposition des données ;
 - Régime de propriété intellectuelle des résultats (cf art.9).

L'équilibre des besoins exprimés par les différents utilisateurs est piloté, le cas échéant, via le comité de pilotage selon les modalités précisées à l'article 6.

ARTICLE 6 – INSTANCES ET MODALITES DE SUIVI DES OPERATIONS ET SERVICES

6.1 CELLULE OPERATIONNELLE

Une cellule opérationnelle est mise en place pour l'adaptation et priorisation des besoins des Utilisateurs et se réunit en tant que de besoin à la demande des utilisateurs.

Elle est composée :

- Du représentant autorisé par la Banque de France ;
- Du représentant autorisé par la Région Île-de-France ;
- Du représentant autorisé par l'Insee ;
- Un représentant CNES en tant qu'observateur.

La cellule opérationnelle est co-présidée par un représentant « utilisateur » concernée par la démonstrations.

6.2 COMITE DE PILOTAGE

6.2.1. Un comité de pilotage est mis en place pour piloter l'exécution de la démonstration,

Il est composé :

- Du chef de projet CNES de la démonstration ;
- Du ou des responsables de programme CNES ;
- D'un représentant autorisé de chaque utilisateur concerné par la démonstration ;
- Sur invitation, d'un représentant autorisé du Titulaire de l'Accord-cadre en fonction de l'ordre du jour et des points abordés.

Il est présidé par le Chef de projet CNES.

Le représentant de l'Utilisateur signataire de la présente Convention est : Monsieur Bernard Giry, directeur général adjoint chargé du pôle Transformation numérique, ou Monsieur Antoine Carette, directeur de la Donnée de la Région Île-de-France

Le comité de pilotage se réunit tous les trois mois, et en tant que de besoin, sur décision de son Président.

Les décisions prises dans le cadre du Comité de pilotage sont validées par consensus, et à défaut par son président. Elles font l'objet d'un CR d'avancement qui sera ensuite transmis à l'ensemble des membres du Comité d'Orientation.

Le Comité de Pilotage fournira au travers d'un rapport, un bilan annuel d'avancement sous forme de constats et de recommandations qui permettra au Comité d'Orientation de valider ces recommandations pour la suite de la démonstration.

6.2.2 Le comité de pilotage est chargé notamment de :

- Veiller à la bonne mise en œuvre de la présente convention ;
- Définir les conditions d'éligibilité des services visées par la convention ;
- Définir et valider les besoins Utilisateurs exprimés, *en veillant à l'équilibre de répartition des données entre les différents Utilisateurs, et en décider la planification associée, qui sera mise en œuvre par le Titulaire (si nécessaire) ;*
- Réaliser une synthèse des remarques des utilisateurs, exprimées au cours de l'année
- Analyser des éventuels litiges ;
- Suivre les indicateurs de performances des exigences et objectifs du CCTP ;
- Relever les éléments démontrant leur nécessité dans la constitution d'un système opérationnel suite à ce projet porté par France 2030.
- Définir la promotion ou valorisation des données, résultats et services acquis dans le cadre de la démonstration.

6.3 COMITE D'ORIENTATION

6.3.1 Un Comité d'orientation est mis en place pour le suivi de la présente convention.

Il est composé :

- Du chef de projet CNES de la démonstration objet de cette convention ;
- D'un représentant de la Directeur des Projets du CNES ;
- D'un représentant de la Directeur de la Stratégie du CNES ;
- D'un représentant de la cellule France 2030 du CNES ;
- D'un représentant en charge du spatial à la Direction Générale des Entreprises ;
- D'un représentant de BPI France ;
- D'un représentant autorisé de chaque utilisateur concerné par la démonstration objet de cette convention.

Il est présidé par le directeur de la Stratégie du CNES ou son représentant.

Le secrétariat du Comité d'orientation est assuré par le Chef de projet CNES.

Le représentant de l'Utilisateur signataire de la présente Convention est : Monsieur Bernard Giry, directeur général adjoint chargé du pôle Transformation numérique, ou Monsieur Antoine Carette, directeur de la Donnée de la Région Île-de-France

Le comité d'orientation se réunit à minima une fois par an, et en tant que de besoin, sur décision de son Président.

Lors de sa revue annuelle et de la revue finale, le Comité d'orientation peut inviter un représentant du Titulaire si celui-ci est amené à aborder des points spécifiques qui le concerne. Sur la base du rapport annuel du Comité de Pilotage, le Comité d'Orientation lors de sa revue annuelle, validera les recommandations sur la suite de la démonstration.

6.3.2 Le comité d'orientation est chargé, lors de la revue annuelle de suivi de la démonstration, de :

- Vérifier la prise en compte par le CNES et le Titulaire, chacun sur les activités dont ils ont la charge, des remarques exprimées par les utilisateurs au cours de l'année et celles des années précédentes non finalisées ;
- Statuer sur le bon déroulement de la démonstration de service au regard des documents fournis par les utilisateurs, le comité de pilotage et la cellule opérationnelle sur les démonstrations réalisées dans l'année, des indicateurs de performances et des remarques des utilisateurs ;
- Statuer sur la mise en place des moyens et ressources nécessaires à la continuité du service et ses évolutions suite à la démonstration ;
- Statuer le cas échéant sur toute promotion ou valorisation des données, résultats et services acquis dans le cadre de la démonstration ;
- Valider les recommandations émises par le comité de pilotage ;
- Constituer au long du projet, le relevé des besoins techniques et opérationnels acquis par la démonstration, pour l'utilisation par les acteurs relevant de l'Etat dans le cadre des démonstrations de service
- Rendre compte au Comité de Pilotage Ministériel Opérationnel (CPMO) selon les modalités définies dans le cadre de France 2030.

6.3.3 Une Revue finale est organisée dans les 3 mois après la fin de la démonstration en vue de :

- Valider une synthèse sur la qualité et le niveau de réussite de la démonstration notamment au regard des besoins exprimés par les utilisateurs ;

- Formaliser l'état des remarques des utilisateurs encore ouvertes avec un prévisionnel de leur prise en compte ;
- Clore la phase de démonstration.

Cette revue est organisée par le chef de Projet CNES. Elle est présidée par le comité d'orientation, notamment par son président qui en valide les conclusions au nom du comité et valide ainsi la démonstration.

ARTICLE 8 – ENGAGEMENT DES PARTIES

8.1 Engagement financier du CNES

Le CNES finance la démonstration d'un service dans la limite des fonds reçus de l'Etat, dans le cadre de France 2030.

8.2 Engagement de l'utilisateur

L'utilisateur s'engage à :

- Gérer les données mises à sa disposition par le CNES, sous sa pleine et entière responsabilité conformément aux lois et règlements qui régissent son fonctionnement, aux présentes dispositions ;
- Communiquer au CNES un bilan technique trimestriel faisant apparaître :
 - Son analyse quant à la qualité des données reçues,
 - Son analyse quant à l'adéquation avec ses différents besoins,
 - Ses remarques sur les possibles améliorations du fonctionnement de la Convention ;
- Constituer au cours de la démonstration, avec l'ensemble des utilisateurs concernés, les ressources et moyens nécessaires à chacun, pour assurer la continuité du service et ses évolutions le cas échéant ;
- Participer à la revue annuelle organisée par le CNES et sous la présidence du Comité d'orientation ;
- Participer à la revue finale organisée sous la présidence du Comité d'orientation dans les 3 mois après la fin de la démonstration par le CNES. L'utilisateur sera ici en charge de valider les conclusions de cette revue.

Le CNES s'autorise à interrompre l'accès pour l'Utilisateur aux produits opérationnels fournis par le Titulaire si les engagements mentionnés ci-dessus ne sont pas respectés.

ARTICLE 9 – REGIME DE PROPRIETE INTELLECTUELLE DES DONNEES TRANSMISES

Le CNES s'engage à livrer à l'Utilisateur les Résultats identifiés dans l'ordre de mission, applicable à la présente Convention.

Les « Résultats » désignent tous les éléments, quels qu'en soient la forme, la nature et le support, qui résultent de l'exécution des prestations objet de la Convention, tels que, notamment, les signes distinctifs, les noms de domaine, les informations, les sites internet, les rapports, les études, les marques, les dessins ou modèles, les algorithmes, et plus généralement tous les éléments protégés

ou non par des droits de propriété intellectuelle (droits d'auteurs et droits voisins des droits d'auteur) ou par tout autre mode de protection, tels que le savoir-faire, le secret des affaires, le droit à l'image des biens ou des personnes ainsi que les bases de données.

Le CNES concède à l'Utilisateur désigné dans la Convention, pour les besoins découlant de l'objet de la Convention, une licence non exclusive d'utilisation en interne, pour toute la durée légale de protection des droits d'auteur. Tout autre usage (reproduction, communication, diffusion, présentation etc.) devra se faire avec accord préalable et écrit du CNES.

ARTICLE 10 – PROMOTION ET VALORISATION DE FRANCE 2030

Toute promotion ou valorisation des données, résultats et services acquis dans le cadre de la démonstration relèvent d'une décision du Comité d'orientation

Le cas échéant, dans tous les documents et communications portant sur l'objet de la présente Convention, financé au titre du Plan France 2030, l'Utilisateur s'engage à préciser que les prestations sont réalisées dans le cadre de « France 2030 », et à faire connaître le rôle du CNES, dans la mise en place et l'opération de l'exécution des démonstrations de services.

L'Utilisateur est tenu de mentionner ce soutien dans ses actions de communication, ou la publication des résultats de la Convention, avec la mention unique : « cette Convention a été financée par le Gouvernement français dans le cadre du plan national « France 2030 ».

L'Utilisateur fait état du soutien de « France 2030 » sur l'ensemble des documents de communication relatifs à la Convention (communiqués de presse, plaquettes, invitations, affiches, supports audiovisuels, sites internet ou intranet, réseaux sociaux, etc.) et lors des manifestations valorisant l'objet du financement.

Le logo de France 2030 et du CNES doivent être affichés sur l'ensemble de ces documents.

L'Utilisateur s'engage à faire connaître dans ses supports de communication (site internet, brochures d'information...) le soutien financier du France 2030.

ARTICLE 12 – RESILIATION DE LA CONVENTION POUR INEXECUTION

La présente convention peut être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre partie pour inexécution de l'une quelconque de ses dispositions.

Toutefois, la résiliation est précédée d'une concertation entre les parties pour identifier les causes de l'inexécution et arrêter les moyens d'y remédier.

En l'absence d'accord, la résiliation est prononcée de plein droit par la partie la plus diligente, par lettre en recommandé avec accusé de réception.

ARTICLE 13 – CONFIDENTIALITE

La démonstration ayant pour objet un service concurrentiel porté par le Titulaire, les données, résultats, remarques et autres informations traités dans le cadre de la démonstration au titre de la présente convention sont confidentielles, ne peuvent pas être diffusées à un tiers.

Sont considérés comme confidentielles toute information, et/ou toute donnée quels qu'en soient l'objet (technique, industriel, financier, commercial, etc.), la nature (savoir-faire, méthode, procédé, détail technique et d'installation etc.), le support (papier - document écrit ou imprimé ; numérique -

CD Rom, clef USB ; échantillon, dessin, modèle, etc.), et le mode de transmission (écrit, oral, informatique y compris réseaux, etc.) et identifiés par la partie divulgateuse comme confidentielle par l'apposition ou l'adjonction sur leurs supports d'un tampon ou d'une formule.

Toute décision sur toute communication au sujet de cette démonstration sera prise par le Comité d'orientation, en accord avec le Titulaire.

ARTICLE 14 – RESPONSABILITE - LITIGES

Dans le cadre des activités menées au titre de la présente Convention, chacune des Parties ne sera considérée comme responsable en cas de dommages quels qu'ils soient ou de pertes survenant dans le cadre de l'exécution de la Convention, sauf en cas de faute lourde ou intentionnelle.

Cette limitation mutuelle de responsabilité ne s'applique pas :

- Aux revendications faites par une personne physique, ses héritiers ou ayants droits en cas de préjudice corporel, d'atteinte à l'intégrité physique ou de décès de ladite personne physique,
- Aux recours entre une Partie et une entité qui lui est liée ou entre les entités qui lui sont liées,
- Aux revendication relatives à la propriété intellectuelle.

Par ailleurs, les Parties renoncent mutuellement à demander réparation des préjudices immatériels (perte de production, perte de chiffre d'affaires, manque à gagner notamment) qui pourraient survenir à l'occasion de l'exécution de la présente Convention.

Dans l'éventualité d'un recours de tiers à l'encontre de l'une des Parties, les Parties s'engagent à se consulter dans les meilleurs délais afin de déterminer une position commune.

Si un différend survient à l'occasion de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention, les parties s'efforcent de le régler à l'amiable. A défaut de règlement amiable dans un délai de 6 mois à compter de la notification du différend, la Partie la plus diligente peut porter le litige devant la juridiction compétente.

Fait en deux (2) exemplaires originaux,

A Saint-Ouen-sur-Seine, le

A ,le

Pour la Présidente de la Région Île-de-France et par délégation,

Pour le Président du Conseil d'Administration du CNES et par délégation,